Quelles perspectives économiques pour la Suisse?

Autor(en): **Dunkel, Arthur**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **- (1995)**

Heft 80

PDF erstellt am: **31.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-847913

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Quelles perspectives économiques pour la Suisse ?

Les conditions dans lesquelles le jeu de la concurrence se développe sont soumises depuis quelques décennies à des mutations profondes. Aucun pays, aucune région, n'échappe à leurs effets. C'est dire que la réflexion sur ce thème est généralisée.

PAR ARTHUR DUNKEL, PRÉSIDENT DE LA FONDATION « UN AVENIR POUR GENÈVE »

A QUOI TIENNENT CES DÉFIS ?

Le plus fondamental réside dans **l'accélération phénoménale** du rythme des découvertes et des taux de croissance de la population mondiale, qui s'est engagée à partir du XVIIIe siècle et qui se poursuit de nos jours. Pendant cette période, la population mondiale a plus que décuplé. Les découvertes dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'industrie et des transports sont intervenues en deux siècles, alors qu'il en avait fallu plus de soixante-dix pour passer de la poterie à la révolution industrielle.

Le deuxième défi relève de la **mondialisation de l'économie,** qui va de pair avec la révolution des technologies de l'information et de la communication, grâce notamment à la conquête de l'espace.

Le troisième phénomène résulte de l'apparente rupture du lien entre la **croissance économique** et la **croissance de l'emploi** dans les pays dits « du Vieux Monde ».

Le nombre de chômeurs s'élève à 18 millions dans la seule Union européenne.

QUELLE RÉPONSE AUX DÉFIS ?

Bien souvent la crainte du changement se traduit par une tendance accrue à la **défense des acquis** et au **repli sur soi.** Cette crainte est exacerbée par les mesures parfois inéluctables qu'implique la recherche d'une plus grande compétitivité ; licenciements, délocalisations, exigences accrues en matière de formation et de productivité, blocage des salaires, refonte des systèmes de sécurité sociale, privatisations, réductions ou éliminations des subventions étatiques, etc.

En revanche, les **chances et opportunités** qu'offrent les mutations en cours sur la scène mondiale sont insuffisamment mises en valeur. Le pouvoir d'achat des nations émergentes en fait déjà des marchés parfois plus porteurs que les marchés traditionnels pour nombre d'industries suisses du secteur des biens et des services ; face aux tendances de la production de masse à standardiser les produits, des contre-courants émergent qui sont ceux du terroir, de la différence et de la spécificité, qu'il convient aussi d'exploiter.

La **globalisation de l'économie mondiale,** qui ouvre la porte aux flux financiers, aux investissements et aux mouvements de biens et de services, n'en demeure pas moins un phénomène incontournable auquel il convient de s'adapter à un rythme au moins aussi soutenu que nos concurrents et partenaires.

LA CAPACITÉ CONCURRENTIELLE DE LA SUISSE

Depuis le début du siècle, la Suisse fait partie des pays à fort pouvoir de concurrence. Une récente étude de l'International Institute for Management Development sur la compétitivité de 48 Etats classe la Suisse au **cinquième rang.** Cette position flatteuse est attribuée à la qualité de ses services financiers, à l'efficacité du management, à son haut niveau de capacité scientifique et technologique et à sa main-d'œuvre qualifiée et engagée. Malheureusement, ces résultats sont faussement réconfortants en raison de leur caractère global. Il ne reflètent pas la situation de nombreux secteurs de l'économie suisse qui vivent encore sous le couvert de réglementations protectrices. Ce n'est pas à la légère que le chef du Département fédéral de l'économie publique relevait encore récemment que notre agriculture était restée trop longtemps dans un contexte d'économie de guerre.

L'innovation et la recherche de l'efficience ne peuvent provenir que de la compétition et de la confrontation à de dures réalités. Ce désir d'innovation a existé de tout temps dans les régions et les secteurs qui sont les plus soumis à la concurrence internationale, comme en témoigne le lancement, en 1993, de la campagne « **Genève gagne** ». Face à l'accélération du changement, chacun doit participer de manière responsable à la mise à jour des conditions cadres qui régissent l'économie suisse, comme par exemple les législations en matière de sécurité sociale, les réglementations cartellaires, les politiques d'achats publics, les monopoles d'Etat, les réglementations en matière de construction. Agir ainsi ne signifie pas pour autant rejeter certaines spécificités. Cela revient aussi à reconnaître que nombre de déficiences dans notre capacité de concurrence sont de notre propre fait.

A NOS ENTREPRENEURS D'ÊTRE LES MEILLEURS

L'économie de marché sanctionne rapidement et infailliblement les dysfonctionnements et les déséquilibres. La Suisse fait partie de ces régions du monde qui peuvent se targuer d'être **globalement attractives** par leurs atouts indéniables : haute productivité du travail, qualification de la main-d'œuvre, niveau de recherche élevé, excellentes infrastructures scolaires et universitaires et très bonne qualité de vie. Ces atouts, il s'agit de les valoriser en Suisse romande comme dans tout le pays.

Dans le même temps il faudra que les secteurs public et privé coopèrent étroitement pour corriger certaines dérives qui pourraient compromettre notre capacité collective de relever les défis de la compétitivité.

A défaut d'agir ainsi, notre jeunesse en sera la première victime.

In Bulletin du Crédit Suisse de septembre / octobre 1995